

Les subsides

semblé disposé à en prendre lui non plus jusqu'ici. Nous avons aussi proposé que le gouvernement favorise l'industrie agricole et l'utilisation de nouvelles sources d'énergie.

Voilà ce que nous devrions faire. Le prochain budget pourrait refléter cette nouvelle attitude qui consisterait à faire confiance à nos collectivités. Nous pourrions décider de provoquer des répercussions du bas vers le haut dans notre économie pour créer les emplois dont nous avons tellement besoin. On peut influencer favorablement sur l'économie. Mais c'est le contraire qui se passe. Pourquoi appuyons-nous aujourd'hui cette motion de censure reprochant au gouvernement avoir négligé la région de l'Atlantique?

Quand on compare les réalisations du gouvernement aux paroles melliflues et grandiloquentes que nous avons entendues, son inaction saute aux yeux. Nous ne voyons que négligence et incurie. Le ministre a parlé de réunions, fort bien. Mais à un certain moment, ces entretiens doivent déboucher sur l'action. Il n'est pas très utile aux travailleurs forestiers de Terre-Neuve en chômage de savoir que le ministre de l'Expansion industrielle régionale a tenu réunions sur réunions. Cela n'aide en rien non plus les pêcheurs du Cap-Breton ni les chômeurs de Newcastle, au Nouveau-Brunswick, où le taux de chômage, atteint 55 p. 100 de la population active. Il faut prendre des mesures, et c'est ce qui a fait défaut.

● (1420)

Le gouvernement n'a même pas encore présenté de budget. Mais il a fait des compressions, notamment dans le logement social et le programme de remise en état des maisons. Le ministre de la clôture, qui vient de vanter le formidable travail qu'il fait, n'a pas jugé bon de mentionner les compressions dans le PDIR, qui privent en particulier Halifax de subventions à la modernisation et à l'expansion. Je ne peux pas croire que les députés conservateurs qui représentent cette partie du Canada soient heureux et satisfaits de cette orientation.

Rien ne se fait au sujet de Sysco, bien que le gouvernement conservateur de la Nouvelle-Écosse ait demandé l'aide fédérale pour remettre sur pied cette entreprise. Ensuite il y a les terrains boisés. La Fédération des propriétaires de terrains à bois du Nouveau-Brunswick a fait, il y a cinq mois, suivant mes calculs, une demande simple, celle d'augmenter les dotations pour aider les exploitants locaux de petits terrains à bois à les reboiser. Cinq mois, et rien ne s'est fait. Comment les ministériels peuvent-ils s'en justifier? La région de l'Atlantique a mis sa confiance en eux, mais ils n'obtiennent rien pour elle. Les coopératives sont très importantes dans la région de l'Atlantique, mais qu'est-ce que le gouvernement a fait pour les aider? Rien du tout.

Le gouvernement estime que la réponse à tous nos problèmes se trouve à l'étranger. Il est vraiment persuadé que les investisseurs étrangers, par l'effet de la voix mélodieuse de notre premier ministre (M. Mulroney), vont se précipiter pour régler nos problèmes. Les habitants des Maritimes ont bien trop l'expérience des Dosco et Hawker Siddeley du monde entier pour compter que les investissements étrangers vont leur apporter la cure miracle. Il y a maintenant les zones franches. C'est le nouveau pactole. Il n'y a qu'à transformer le Cap-Breton en zone franche, abolir le salaire minimum, rétablir la liberté d'action économique pour faire concurrence à la Corée. Un truc fantastique. Quelle vue des choses! Comme c'est beau l'engagement envers les Canadiens et la confiance en eux! Le

gouvernement pense que pour régler nos problèmes il suffit de rivaliser avec Taïwan et la Corée. Autre solution magique, le libre-échange avec les États-Unis.

Ce que toutes ces idées ont en commun, c'est qu'on n'y a pas réfléchi à deux fois, qu'elles ne seront jamais réalisées, et que même si elles l'étaient, elles ne résoudraient pas les problèmes d'emploi des centaines de milliers de gens de la région de l'Atlantique qui se cherchent un avenir. Où est la confiance dans les Canadiens? Où est la confiance dans les petits hommes d'affaires? Où est la foi dans les traditions de coopération de la région de l'Atlantique? Où est la confiance dans les hommes et les femmes de cette région du pays, qui n'ont pas cessé de nous parler des bonnes idées formidables qu'ils avaient pour édifier leur collectivités et créer les emplois qu'il nous faut? Et, pourtant, le gouvernement ne fait rien pour encourager ces espoirs et exploiter ce potentiel. Il met sa confiance dans des solutions magiques empruntées de l'extérieur plutôt que dans de véritables solutions s'appuyant sur la vitalité des localités canadiennes.

Ce que nous ont dit les Canadiens de la région de l'Atlantique, c'est qu'ils en ont assez des subventions, des solutions à court terme, des projets de création d'emplois. Ils veulent pouvoir amorcer des projets à long terme. Ils veulent des emplois dans leurs localités mêmes, mais le gouvernement ne semble pas avoir encore compris le message. Il finira peut-être par réagir, du moins je l'espère, mais si j'en juge par ses réalisations depuis le 4 septembre, je dois dire qu'il a manifestement fait preuve de négligence et d'incurie. J'espère que les choses changeront avec le prochain budget, mais il est évident pour le moment que le gouvernement a trahi les Canadiens de la région de l'Atlantique et qu'il devrait avoir honte de ce fiasco.

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Warner: Monsieur le Président, dans ses observations liminaires, le député d'Essex-Windsor (M. Langdon) a félicité certains députés de son parti de même que certains députés du parti libéral. Dans la circonscription ontarienne de Cornwall, le candidat conservateur, M. Luc Guindon, a réussi à enlever un siège aux néo-démocrates. Je me demande si le député n'aurait pas malencontreusement oublié de féliciter les conservateurs.

M. Langdon: Monsieur le Président, cette question me fait plaisir. Honnêtement, j'ai cru qu'il valait mieux que je ne parle pas trop des résultats des conservateurs aux élections d'hier. Pour avoir épluché ces résultats, il m'a semblé préférable, par esprit de charité et d'amitié, de ne pas mentionner ce qui était arrivé à mes pauvres amis conservateurs en Ontario. Toutefois, puisqu'on me pose la question, j'estime de mon devoir de dire combien je regrette ce qui est arrivé à M. Miller et à son gouvernement.

M. Nickerson: Dites-nous qui est en dernière place.

M. Langdon: Je constate, par exemple, qu'ils ont essuyé une terrible perte à Toronto. Il y a eu des défaites ici, à Ottawa. Je constate qu'à London, même des ministres ont perdu leur siège. Quand je pense au pauvre ministre du Travail de Sault-Sainte-Marie, je comprends le député de Sault-Sainte-Marie...